Document Unique de Marché Européen

Partie I: Informations concernant la procédure de passation et de marché et le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice

Identité de l'acheteur

Nom officiel:
Administration communale de Mertert
Pays:
Luxembourg

Informations relatives à la procédure de passation de marché

Type de procédure:
Appel d'offre ouvert
Titre:
Ecole fondamentale et hall sportif à Mertert - LOT 3 : Travaux de gros-oeuvre
Brève description:
Le début des travaux est prévu pour le 12 avril 2027. La durée des travaux est de 220 jours ouvrables.
Numéro de référence attribué au dossier par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice (le cas échéant):
2603198

Partie II: Informations concernant l'opérateur économique

A: Informations concernant l'opérateur économique

Nom:
-
Rue et numéro:
-
Code postal:
-
Ville:
-
Pays:
-
Adresse internet (adresse web) (le cas échéant):
-
Adresse électronique:

-

Téléphone:

-

Personne ou personnes de contact:

-

Numéro de TVA (le cas échéant):

-

En l’absence de numéro de TVA, veuillez indiquer un autre numéro d’identification national, le cas échéant et s’il y a lieu

-

L’opérateur économique est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise?

☐ Oui
☐ Non

Uniquement dans le cas où le marché est réservé : Êtes-vous un atelier protégé, une "entreprise sociale" ou prévoyez-vous l'exécution du marché dans le cadre de programmes d'emplois protégés ?

Votre réponse :

☐ Oui
☐ Non

Quel est le pourcentage de travailleurs handicapés ou défavorisés employés ?
Indiquer à quelles catégories les salariés concernés appartiennent (travailleurs handicapés ou défavorisés):

Etes-vous inscrit sur une liste officielle d’opérateurs économiques agréés ou êtes-vous muni d’un certificat équivalent ?

L’inscription certifiée par les organismes compétents sur des listes officielles ou le certificat délivré par l’ organisme de certification constitue une présomption d’aptitude en ce qui concerne les interdictions de soumissionner et les conditions de participation couvertes par la liste officielle ou le certificat.

Votre réponse :

☐ Oui
☐ Non

a) Veuillez indiquer le nom de la liste ou du certificat et le numéro d'inscription ou de certification :

b) Les documents sont disponibles en ligne à l’adresse suivante :
c) Veuillez indiquer les références qui vous ont permis d’être inscrits sur la liste officielle ou d’ obtenir la certification, ainsi que la classification dans cette liste
d) L’inscription ou la certification couvre-t-elle tous les critères de sélection requis ?

☐ Oui
☐ Non

e) Pourrez-vous fournir les certificats concernant le paiement des cotisations de sécurité sociale et des impôts et taxes ?

☐ Oui
☐ Non

Les documents sont disponibles en ligne à l’adresse suivante :

Allez-vous participer à la procédure en groupement ?

Si la réponse est oui, veillez à ce que les autres membres fournissent un DUME distinct.

Votre réponse :

☐ Oui
☐ Non

a) Veuillez préciser votre rôle au sein du groupement (mandataire, responsable de l'exécution de tâches spécifiques, etc.) et les prestations exécutées:
b) Identification des membres du groupement
c) Le cas échéant, nom du groupement participant:

B: Informations relatives aux représentants de l'opérateur économique

- Le cas échéant, veuillez indiquer les nom(s) et adresse(s) de la (/des) personne(s) habilitée(s) à représenter l'opérateur économique aux fins de la présente procédure de passation de marché:

Prénom

-

Nom

-

Date de naissance

-

Lieu de naissance

-

Rue et numéro:

-

Code postal:

-

Ville:

-

Pays:

-

Adresse électronique:

-

Téléphone:

-

Fonction/agissant en qualité de:

-

Le cas échéant, veuillez fournir des informations détaillées sur la représentation (forme, étendue, finalité, etc.):

-

C: Informations relatives au recours aux capacités d'autres entités

L'opérateur économique a-t-il recours aux capacités d'autres entités pour satisfaire aux critères de sélection figurant dans la partie IV et aux critères et règles figurant (le cas échéant) dans la partie V ci-dessous?

Veuillez fournir pour chacune des entités concernées un formulaire DUME distinct contenant les informations demandées dans les sections A et B de la présente partie et à la partie III, dûment rempli et signé par les entités concernées. Veuillez noter que cela doit également comprendre tous les techniciens

ou les organismes techniques qui ne font pas directement partie de l'entreprise de l'opérateur économique, en particulier ceux qui sont responsables du contrôle de la qualité et, lorsqu'il s'agit de marchés publics de travaux, les techniciens ou les organismes techniques auxquels l'opérateur économique pourra faire appel pour l'exécution de l'ouvrage. Dans la mesure où cela est pertinent pour la ou les capacités spécifiques auxquelles l'opérateur économique a recours, veuillez inclure pour chacune des entités concernées les informations demandées dans les parties IV et V.

Votre réponse :

☐ Oui
☐ Non

D: Informations relatives aux sous-contractants aux capacités desquels l'opérateur économique n'a pas recours.

- (Section à remplir uniquement si ces informations sont explicitement demandées par le pouvoir adjudicateur ou par l'entité adjudicatrice.)

Avez-vous l'intention de sous-traiter une partie du contrat à des tiers ?

Votre réponse :

☐ Oui
☐ Non

Veuillez préciser le nom des sous-traitants :

- (Si le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice demande explicitement ces informations en plus de celles visées à la partie I, veuillez communiquer les informations demandées dans les sections A et B de cette partie et de la partie III pour chacun des (catégories de) sous-traitants concernés.)

Partie III : Motifs d'exclusion à prendre en compte dans le marché

A. Motifs liés à des condamnations pénales

L'article 57, paragraphe 1, de la directive 2014/24/EU définit les motifs d'exclusion suivants :

Participation à une organisation criminelle

L'opérateur économique lui-même ou toute personne membre de son organe administratif, de gestion ou de surveillance ou détenant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle en son sein ont-ils fait l'objet d'une condamnation prononcée par jugement définitif pour participation à une organisation criminelle, cette condamnation ayant été prononcée il n'y a pas plus de cinq ans ou comportant une période d'exclusion encore applicable fixée directement dans la sentence ? Telle que définie à l'article 2 de la décision-cadre 2008/841/JAI du Conseil du 24 octobre 2008 relative à la lutte contre la criminalité organisée (JO L 300 du 11.11.2008, p. 42).

☐ Oui
☐ Non

Avez-vous pris des mesures pour démontrer que vous êtes fiable («auto-réhabilitation»)?
☐ Oui
☐ Non

Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?
☐ Oui
☐ Non

Corruption

L'opérateur économique lui-même ou toute personne membre de son organe administratif, de gestion ou de surveillance ou détenant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle en son sein ont-ils fait l'objet d'une condamnation prononcée par jugement définitif pour corruption, cette condamnation ayant été prononcée il n'y a pas plus de cinq ans ou comportant une période d' exclusion encore applicable fixée directement dans la sentence ? Telle que définie à l'article 3 de la convention relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des États membres de l'Union européenne (JO C 195 du 25.6.1997, p. 1) et à l' article 2, paragraphe 1, de la décision-cadre 2003/568/JAI du Conseil du 22 juillet 2003 relative à la lutte contre la corruption dans le secteur privé (JO L 192 du 31.7.2003, p. 54). Ce motif d'exclusion comprend également la corruption telle que définie dans le droit interne de l'État membre du pouvoir adjudicateur (entité adjudicatrice) ou de l'opérateur économique.
☐ Oui
☐ Non

Avez-vous pris des mesures pour démontrer que vous êtes fiable («auto-réhabilitation»)?
☐ Oui
☐ Non

Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?
☐ Oui
☐ Non

Fraude

L'opérateur économique lui-même ou toute personne membre de son organe administratif, de gestion ou de surveillance ou détenant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle en son sein ont-ils fait l'objet d'une condamnation prononcée par jugement définitif pour fraude, cette condamnation ayant été prononcée il n'y a pas plus de cinq ans ou comportant une période d' exclusion encore applicable fixée directement dans la sentence ? Au sens de l'article 1er de la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes (JO C 316 du 27.11.1995, p. 48).
☐ Oui
☐ Non

Avez-vous pris des mesures pour démontrer que vous êtes fiable («auto-réhabilitation»)?
☐ Oui
☐ Non

Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?

☐ Oui
☐ Non

Infraction terroriste ou infraction liée aux activités terroristes

L'opérateur économique lui-même ou toute personne membre de son organe administratif, de gestion ou de surveillance ou détenant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle en son sein ont-ils fait l'objet d'une condamnation prononcée par jugement définitif pour infraction terroriste ou infraction liée aux activités terroristes, cette condamnation ayant été prononcée il n'y a pas plus de cinq ans ou comportant une période d'exclusion encore applicable fixée directement dans la sentence ? Telles que définies aux articles 1er et 3 de la décision cadre du Conseil du 13 juin 2002 relative à la lutte contre le terrorisme (JO L 164 du 22.6.2002, p. 3). Ce motif d'exclusion comprend également le fait d'inciter à commettre une infraction, de se rendre complice d'une infraction ou de tenter de commettre une infraction, tel que visé à l'article 4 de ladite décision-cadre.

☐ Oui
☐ Non

Avez-vous pris des mesures pour démontrer que vous êtes fiable («auto-réhabilitation»)?

☐ Oui
☐ Non

Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?

☐ Oui
☐ Non

Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme

L'opérateur économique lui-même ou toute personne membre de son organe administratif, de gestion ou de surveillance ou détenant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle en son sein ont-ils fait l'objet d'une condamnation prononcée par jugement définitif pour blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme, cette condamnation ayant été prononcée il n'y a pas plus de cinq ans ou comportant une période d'exclusion encore applicable fixée directement dans la sentence ? Tels que définis à l'article 1er de la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme (JO L 309 du 25.11.2005, p. 15).

☐ Oui
☐ Non

Avez-vous pris des mesures pour démontrer que vous êtes fiable («auto-réhabilitation»)?

☐ Oui
☐ Non

Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?

☐ Oui
☐ Non

Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains

L’opérateur économique lui-même ou toute personne membre de son organe administratif, de gestion ou de surveillance ou détenant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle en son sein ont-ils fait l’objet d’une condamnation prononcée par jugement définitif pour travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains, cette condamnation ayant été prononcée il n’y a pas plus de cinq ans ou comportant une période d’exclusion encore applicable fixée directement dans la sentence? Telles que définies à l’article 2 de la directive 2011/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2011 concernant la prévention de la traite des êtres humains et la lutte contre ce phénomène ainsi que la protection des victimes et remplaçant la décision-cadre 2002/629 /JAI du Conseil (JO L 101 du 15.4.2011, p. 1).

☐ Oui
☐ Non

Avez-vous pris des mesures pour démontrer que vous êtes fiable («auto-réhabilitation»)?

☐ Oui
☐ Non

Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?

☐ Oui
☐ Non

B. Motifs liés au paiement d’impôts et taxes ou de cotisations de sécurité sociale

L'article 57, paragraphe 2, de la directive 2014/24/UE définit les motifs d’exclusion suivants :

Paiement d’impôts et taxes

Avez-vous manqué à vos obligations relatives aux déclarations et aux paiements d'impôts et taxes ?

☐ Oui
☐ Non

Ce manquement aux obligations a-t-il été établi par d’autres moyens qu’une décision judiciaire ou administrative ?

☐ Oui
☐ Non

Si ce manquement est établi par décision judiciaire ou administrative, la décision rendue est-elle définitive ou fait-elle l'objet d'une exécution provisoire?

☐ Oui
☐ Non

Avez-vous rempli vos obligations en payant ou en concluant un accord contraignant en vue de payer les impôts et taxes ou cotisations de sécurité sociale dus, y compris, le cas échéant, tout intérêt échu ou les éventuelles amendes ?

☐ Oui
☐ Non

Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?

☐ Oui
☐ Non

Paiement de cotisations de sécurité sociale

Avez-vous manqué à vos obligations relatives aux déclarations et aux paiements de cotisations de sécurité sociale ?

☐ Oui
☐ Non

Ce manquement aux obligations a-t-il été établi par d'autres moyens qu'une décision judiciaire ou administrative ?

☐ Oui
☐ Non

Si ce manquement est établi par décision judiciaire ou administrative, la décision rendue est-elle définitive ou fait-elle l'objet d'une exécution provisoire?

☐ Oui
☐ Non

Avez-vous rempli vos obligations en payant ou en concluant un accord contraignant en vue de payer les impôts et taxes ou cotisations de sécurité sociale dus, y compris, le cas échéant, tout intérêt échu ou les éventuelles amendes ?

☐ Oui
☐ Non

Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?

☐ Oui
☐ Non

C. Motifs liés à l'insolvabilité, aux conflits d'intérêts ou à une faute professionnelle

L'article 57, paragraphe 4, de la directive 2014/24/UE définit les motifs suivants :

Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental

L'opérateur économique a-t-il, à sa connaissance, manqué à ses obligations dans le domaine du droit environnemental? Telles que visées aux fins du présent marché dans le droit national, dans l' avis pertinent ou dans les documents de marché ou à l'article 18, paragraphe 2, de la directive 2014 /24/UE.

☐ Oui
☐ Non

Avez-vous pris des mesures pour démontrer que vous êtes fiable («auto-réhabilitation»)?

☐ Oui
☐ Non

Manquement aux obligations dans le domaine du droit social

L'opérateur économique a-t-il, à sa connaissance, manqué à ses obligations dans le domaine du droit social? Telles que visées aux fins du présent marché dans le droit national, dans l'avis pertinent ou dans les documents de marché ou à l'article 18, paragraphe 2, de la directive 2014/24 /UE.

☐ Oui
☐ Non

Avez-vous pris des mesures pour démontrer que vous êtes fiable («auto-réhabilitation»)?
☐ Oui
☐ Non

Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail

L'opérateur économique a-t-il, à sa connaissance, manqué à ses obligations dans le domaine du droit du travail? Telles que visées aux fins du présent marché dans le droit national, dans l'avis pertinent ou dans les documents de marché ou à l'article 18, paragraphe 2, de la directive 2014/24 /UE.
☐ Oui
☐ Non

Avez-vous pris des mesures pour démontrer que vous êtes fiable («auto-réhabilitation»)?
☐ Oui
☐ Non

Faillite

L'opérateur économique est-il en faillite personnelle ou fait-il l'objet d'une interdiction de gérer ?
☐ Oui
☐ Non

Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?
☐ Oui
☐ Non

Insolvabilité

L'opérateur économique fait-il l'objet d'une procédure d'insolvabilité ou de liquidation ?
☐ Oui
☐ Non

Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?
☐ Oui
☐ Non

Concordat préventif

L'opérateur économique a-t-il passé un accord avec ses créanciers ?
☐ Oui
☐ Non

Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?

☐ Oui
☐ Non

Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale

L'opérateur économique se trouve dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans les législations et réglementations nationales ?

☐ Oui
☐ Non

Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?

☐ Oui
☐ Non

Biens administrés par un liquidateur

Les biens de l'opérateur économique sont-ils administrés par un liquidateur ou placés sous administration judiciaire ?

☐ Oui
☐ Non

Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?

☐ Oui
☐ Non

État de cessation d'activités

L'opérateur économique se trouve-t-il en état de cessation d'activités ?

☐ Oui
☐ Non

Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?

☐ Oui
☐ Non

Coupable d'une faute professionnelle grave

L'opérateur économique est-il coupable d'une faute professionnelle grave ?

☐ Oui
☐ Non

Avez-vous pris des mesures pour démontrer que vous êtes fiable («auto-réhabilitation»)?

☐ Oui
☐ Non

Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence

Avez-vous conclu des accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence?

☐ Oui
☐ Non

Avez-vous pris des mesures pour démontrer que vous êtes fiable («auto-réhabilitation»)?

☐ Oui
☐ Non

Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché

L'opérateur économique a-t-il connaissance d'un conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché ?

☐ Oui
☐ Non

Association directe ou indirecte à la préparation de cette procédure de passation de marché

L'opérateur économique, ou une entreprise qui lui est liée, a-t-il/elle conseillé le pouvoir adjudicateur, ou été autrement associé(e) à la préparation de la procédure de passation de marché ?

☐ Oui
☐ Non

Résiliation, dommages et intérêts ou autres sanctions comparables

L'opérateur économique a-t-il fait l'objet d'une résiliation d'un marché public antérieur, d'un marché antérieur passé avec une entité adjudicatrice ou d'une concession antérieure, ou de dommages et intérêts ou d'une autre sanction comparable dans le cadre de ce marché ou de cette concession antérieur(e)?

☐ Oui
☐ Non

Avez-vous pris des mesures pour démontrer que vous êtes fiable («auto-réhabilitation»)?

☐ Oui
☐ Non

Coupable de fausses déclarations, dissimulation d'informations, incapacité de présenter les documents requis et obtention d'informations confidentielles sur cette procédure

L'opérateur économique s'est-il trouvé dans l'une des situations suivantes:
a) il s'est rendu coupable de fausses déclarations en fournissant les renseignements exigés pour la vérification de l'absence de motifs d'exclusion ou la satisfaction des critères de sélection;
b) il a caché ces informations;
c) il n'a pas été en mesure de présenter sans délai les documents justificatifs requis par le pouvoir adjudicateur ;

d) il a entrepris d'influencer indûment le processus décisionnel du pouvoir adjudicateur, d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de lui donner un avantage indu lors de la procédure de passation de marché, ni de fournir par négligence des informations trompeuses susceptibles d'avoir une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution?

☐ Oui
☐ Non

D. Motifs d’exclusion purement nationaux

Les motifs d’exclusion purement nationaux précisés dans l’avis pertinent ou dans les documents de marché s’appliquent-ils ?

Motifs d’exclusion purement nationaux

Les motifs d’exclusion purement nationaux qui sont précisés dans l’avis pertinent ou dans les documents de marché s’appliquent-ils?

☐ Oui
☐ Non

Avez-vous pris des mesures pour démontrer que vous êtes fiable («auto-réhabilitation»)?

☐ Oui
☐ Non

Les pouvoirs adjudicateurs peuvent-ils accéder gratuitement à ces informations par internet?

☐ Oui
☐ Non

Partie IV : Critères de sélection

Indication globale pour tous les critères sélection

En ce qui concerne les critères de sélection, le pouvoir adjudicateur requiert de l’opérateur économique qu’il déclare que :

Je déclare satisfaire à l'ensemble des critères de sélection souhaités par l'acheteur

En ce qui concerne les critères de sélection, l’opérateur économique déclare qu’il satisfait à tous les critères de sélection exigés.

☐ Oui
☐ Non

Partie V: Réduction du nombre de candidats qualifiés

Le candidat respecte-t-il les critères de restriction des candidatures fixés par l'acheteur ?

Votre réponse :

☐ Oui
☐ Non

Veuillez détailler
Si les document sont disponibles en ligne, veuillez indiquer les renseignements permettant d'y accéder (adresse web, autorité ou organisme émetteur, référence précise des documents, codes d'accès, etc.

☐ Oui
☐ Non

Adresse web
Code
Autorité ou organisme émetteur

Partie VI: Déclarations finales

Les opérateurs économiques déclarent sur l'honneur que les informations fournies dans les parties II à V ci-dessus sont exactes et correctes et qu'elles ont été établies en parfaite connaissance des conséquences de toute fausse déclaration. Les opérateurs économiques déclarent formellement être en mesure, sur demande et sans tarder, de fournir les certificats et autres formes de pièces justificatives visés, sauf si:

- a) le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice a la possibilité d'obtenir directement les documents justificatifs concernés en consultant une base de données nationale dans un État membre qui est accessible gratuitement, à condition que l'opérateur économique ait fourni les informations nécessaires (adresse du site web, autorité ou organisme de délivrance, référence précise des documents) permettant au pouvoir adjudicateur ou à l'entité adjudicatrice de les obtenir, avec l'autorisation d'accès correspondante; ou
- b) à partir du 18 octobre 2018 au plus tard (en fonction de la transposition en droit national de l' article 59, paragraphe 5, deuxième alinéa, de la directive 2014/24/UE), le pouvoir adjudicateur ou l' entité adjudicatrice est déjà en possession des documents concernés. L'opérateur économique consent formellement à ce que le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice figurant à la partie I ait accès aux documents justificatifs étayant les informations fournies dans les parties III et IV du présent document unique de marché européen aux fins de la procédure de passation de marché mentionnée dans la partie I.

Date, lieu et, lorsque cela est requis ou nécessaire, signature(s):

Date
25/11/2026
Localisation
-
Signature

European Single Procurement Document (ESPD)

Part I: Information concerning the procurement procedure and the contracting authority or contracting entity

Identity of the procurer

Official name:
Administration communale de Mertert
Country:
Luxembourg

Information about the procurement procedure

Type of procedure:
[en] Appel d'offre ouvert
Title:
Ecole fondamentale et hall sportif à Mertert - LOT 3 : Travaux de gros-oeuvre
Short description:
Le début des travaux est prévu pour le 12 avril 2027. La durée des travaux est de 220 jours ouvrables.
File reference number attributed by the contracting authority or contracting entity (if applicable):
2603198

Part II: Information concerning the economic operator

A: Information about the economic operator

Name:
-
Street and number:
-
Postcode:
-
City:
-
Country:
-
Internet address (web address) (if applicable):

-

E-mail:

-

Telephone:

-

Contact person or persons:

-

VAT number, if applicable:

-

If no VAT number is applicable, please indicate another national identification number, if required and applicable

-

Is the economic operator a Micro, a Small or a Medium-Sized Enterprise?

☐ Oui
☐ Non

Only in the event that the market is reserved: are you a protected workshop, a "social enterprise" or do you plan the execution of the market within the framework of protected job programs?

Your answer :

☐ Yes
☐ No

What is the percentage of disabled or disadvantaged workers employed?
Indicate to what categories concerned employees belong (disabled or disadvantaged workers):

Are you registered on an official list of approved economic operators or are you equipped with an equivalent certificate?

If applicable, is the economic operator registered on an official list of approved economic operators or does it have an equivalent certificate (e.g. under a national (pre)qualification system)?

Your answer :

☐ Yes
☐ No

a) Please indicate the name of the list or certificate and the registration or certification number:
b) Documents are available online at the following address:
c) Please indicate the references that have allowed you to be registered on the official list or obtain certification, as well as classification in this list
d) Does registration or certification cover all the required selection criteria?

☐ Yes
☐ No

e) Can you provide certificates concerning the payment of social security contributions and taxes and taxes?

☐ Yes
☐ No

The documents are available online at the following address:

Are you going to participate in the group procedure ?

Is the economic operator participating in the procurement procedure together with others?

Your answer :

☐ Yes
☐ No

a) Please specify your role within the group (agent, responsible for the execution of specific tasks, etc.) and the services performed:
b) Identification of group members
c) If necessary, name of the participating group :

B: Information about representatives of the economic operator

- Where applicable, please indicate the name(s) and address(es) of the person(s) empowered to represent the economic operator for the purposes of this procurement procedure:

First name

-

Last name

-

Date of birth

-

Place of birth

-

Street and number:

-

Postcode:

-

City:

-

Country:

-

E-mail:

-

Telephone:

-

Position/Acting in the capacity of:

-

If needed, please provide detailed information on the representation (its forms, extent, purpose ...):

-

C: Information about reliance on the capacities of other entities

Information relating to the use of the capacities of other entities

Does the economic operator rely on the capacities of other entities in order to meet the selection criteria set out under Part IV and the criteria and rules (if any) set out under Part V below?

Your answer :

☐ Yes
☐ No

D: Information concerning subcontractors on whose capacity the economic operator does not rely

- (Section to be filled-in only if this information is explicitly required by the contracting authority or contracting entity.)

Do you intend to subcontract part of the contract to third parties?

Does the economic operator intend to subcontract any share of the contract to third parties?

Your answer :

☐ Yes
☐ No

Please specify the name of subcontractors:

- (If the contracting authority or contracting entity explicitly requests this information in addition to that referred to in Part I, please provide the information requested in Sections A and B of this Part and Part III for each of the (categories of) subcontractors concerned.)

Part III: Exclusion grounds

A. Reasons related to criminal convictions

Article 57, paragraph 1, of directive 2014/24/EU defines the following exclusion reasons:

Participation in a criminal organization

Has the economic operator itself or any person who is a member of its administrative, management or supervisory body or has powers of representation, decision or control therein been the subject of a conviction by final judgment for participation in a criminal organisation, by a conviction rendered at the most five years ago or in which an exclusion period set out directly in the conviction continues to be applicable? As defined in Article 2 of Council Framework Decision 2008 /841/JHA of 24 October 2008 on the fight against organised crime (OJ L 300, 11.11.2008, p. 42).

☐ Yes
☐ No

Have you taken measures to demonstrate that you are reliable ("self-rehabilitation")?

☐ Yes
☐ No

Can buyers access this information free of charge by internet?

☐ Yes

☐ No

Corruption

Has the economic operator itself or any person who is a member of its administrative, management or supervisory body or has powers of representation, decision or control therein been the subject of a conviction by final judgment for corruption, by a conviction rendered at the most five years ago or in which an exclusion period set out directly in the conviction continues to be applicable? As defined in Article 3 of the Convention on the fight against corruption involving officials of the European Communities or officials of Member States of the European Union, OJ C 195, 25.6.1997, p. 1, and in Article 2(1) of Council Framework Decision 2003/568/JHA of 22 July 2003 on combating corruption in the private sector (OJ L 192, 31.7.2003, p. 54). This exclusion ground also includes corruption as defined in the national law of the contracting authority (contracting entity) or the economic operator.

☐ Yes

☐ No

Have you taken measures to demonstrate that you are reliable ("self-rehabilitation")?

☐ Yes

☐ No

Can buyers access this information free of charge by internet?

☐ Yes

☐ No

Fraud

Has the economic operator itself or any person who is a member of its administrative, management or supervisory body or has powers of representation, decision or control therein been the subject of a conviction by final judgment for fraud, by a conviction rendered at the most five years ago or in which an exclusion period set out directly in the conviction continues to be applicable? Within the meaning of Article 1 of the Convention on the protection of the European Communities'financial interests (OJ C 316, 27.11.1995, p. 48).

☐ Yes

☐ No

Have you taken measures to demonstrate that you are reliable ("self-rehabilitation")?

☐ Yes

☐ No

Can buyers access this information free of charge by internet?

☐ Yes

☐ No

Terrorist offense or offense linked to terrorist activities

Has the economic operator itself or any person who is a member of its administrative, management or supervisory body or has powers of representation, decision or control therein been the subject of

a conviction by final judgment for terrorist offences or offences linked to terrorist activities, by a conviction rendered at the most five years ago or in which an exclusion period set out directly in the conviction continues to be applicable? As defined in Articles 1 and 3 of Council Framework Decision of 13 June 2002 on combating terrorism (OJ L 164, 22.6.2002, p. 3). This exclusion ground also includes inciting or aiding or abetting or attempting to commit an offence, as referred to in Article 4 of that Framework Decision.

☐ Yes
☐ No

Have you taken measures to demonstrate that you are reliable ("self-rehabilitation")?

☐ Yes
☐ No

Can buyers access this information free of charge by internet?

☐ Yes
☐ No

Capital money laundering or financing of terrorism

Has the economic operator itself or any person who is a member of its administrative, management or supervisory body or has powers of representation, decision or control therein been the subject of a conviction by final judgment for money laundering or terrorist financing, by a conviction rendered at the most five years ago or in which an exclusion period set out directly in the conviction continues to be applicable? As defined in Article 1 of Directive 2005/60/EC of the European Parliament and of the Council of 26 October 2005 on the prevention of the use of the financial system for the purpose of money laundering and terrorist financing (OJ L 309, 25.11.2005, p. 15).

☐ Yes
☐ No

Have you taken measures to demonstrate that you are reliable ("self-rehabilitation")?

☐ Yes
☐ No

Can buyers access this information free of charge by internet?

☐ Yes
☐ No

Children's work and other forms of human trafficking

Has the economic operator itself or any person who is a member of its administrative, management or supervisory body or has powers of representation, decision or control therein been the subject of a conviction by final judgment for child labour and other forms of trafficking in human beings, by a conviction rendered at the most five years ago or in which an exclusion period set out directly in the conviction continues to be applicable? As defined in Article 2 of Directive 2011/36/EU of the European Parliament and of the Council of 5 April 2011 on preventing and combating trafficking in human beings and protecting its victims, and replacing Council Framework Decision 2002/629 /JHA (OJ L 101, 15.4.2011, p. 1).

☐ Yes
☐ No

Have you taken measures to demonstrate that you are reliable ("self-rehabilitation")?

☐ Yes
☐ No

Can buyers access this information free of charge by internet?

☐ Yes
☐ No

B. Reasons related to the payment of taxes or social security contributions

Article 57, paragraph 2, of the 2014/24/EU directive defines the following exclusion reasons:

Payment of taxes and taxes

Has the economic operator breached its obligations relating to the payment of taxes, both in the country in which it is established and in Member State of the contracting authority or contracting entity if other than the country of establishment?

☐ Yes
☐ No

Has this breach of obligations been established by other means than a judicial or administrative decision?

☐ Yes
☐ No

If this breach is established by judicial or administrative decision, is the decision made final or is it the subject of a provisional execution?

☐ Yes
☐ No

Have you fulfilled your obligations by paying or concluding a binding agreement with a view to paying taxes or social security contributions, including, if necessary, any interest in any fines?

☐ Yes
☐ No

Can buyers access this information free of charge by internet?

☐ Yes
☐ No

Payment of social security contributions

Has the economic operator breached its obligations relating to the payment social security contributions, both in the country in which it is established and in Member State of the contracting authority or contracting entity if other than the country of establishment?

☐ Yes
☐ No

Has this breach of obligations been established by other means than a judicial or administrative decision?

☐ Yes
☐ No

If this breach is established by judicial or administrative decision, is the decision made final or is it the subject of a provisional execution?

☐ Yes
☐ No

Have you fulfilled your obligations by paying or concluding a binding agreement with a view to paying taxes or social security contributions, including, if necessary, any interest in any fines?

☐ Yes
☐ No

Can buyers access this information free of charge by internet?

☐ Yes
☐ No

C. Reasons related to insolvency, conflicts of interest or a professional fault

Article 57, paragraph 4, of the 2014/24/EU directive defines the following reasons:

Defection of obligations in the field of environmental law

Has the economic operator, to its knowledge, breached its obligations in the fields of environmental law? As referred to for the purposes of this procurement in national law, in the relevant notice or the procurement documents or in Article 18(2) of Directive 2014/24/EU.

☐ Yes
☐ No

Have you taken measures to demonstrate that you are reliable ("self-rehabilitation")?

☐ Yes
☐ No

Breach of obligations in the field of social law

Has the economic operator, to its knowledge, breached its obligations in the fields of social law? As referred to for the purposes of this procurement in national law, in the relevant notice or the procurement documents or in Article 18(2) of Directive 2014/24/EU.

☐ Yes
☐ No

Have you taken measures to demonstrate that you are reliable ("self-rehabilitation")?

☐ Yes
☐ No

Breach of obligations in the field of labor law

Has the economic operator, to its knowledge, breached its obligations in the fields of labour law? As referred to for the purposes of this procurement in national law, in the relevant notice or the procurement documents or in Article 18(2) of Directive 2014/24/EU.

☐ Yes
☐ No

Have you taken measures to demonstrate that you are reliable ("self-rehabilitation")?

☐ Yes
☐ No

Bankruptcy

Is the economic operator bankrupt? This information needs not be given if exclusion of economic operators in this case has been made mandatory under the applicable national law without any possibility of derogation where the economic operator is nevertheless able to perform the contract.

☐ Yes
☐ No

Can buyers access this information free of charge by internet?

☐ Yes
☐ No

Insolvency

Is the economic operator the subject of insolvency or winding-up? This information needs not be given if exclusion of economic operators in this case has been made mandatory under the applicable national law without any possibility of derogation where the economic operator is nevertheless able to perform the contract.

☐ Yes
☐ No

Can buyers access this information free of charge by internet?

☐ Yes
☐ No

Conciliation procedure

Is the economic operator in arrangement with creditors? This information needs not be given if exclusion of economic operators in this case has been made mandatory under the applicable national law without any possibility of derogation where the economic operator is nevertheless able to perform the contract.

☐ Yes
☐ No

Can buyers access this information free of charge by internet?

☐ Yes
☐ No

Situation similar to bankruptcy provided for in national law

Is the economic operator in any analogous situation like bankruptcy arising from a similar procedure under national laws and regulations? This information needs not be given if exclusion of economic operators in this case has been made mandatory under the applicable national law without any possibility of derogation where the economic operator is nevertheless able to perform the contract.

☐ Yes
☐ No

Can buyers access this information free of charge by internet?

☐ Yes
☐ No

Goods administered by a liquidator

Are the assets of the economic operator being administered by a liquidator or by the court? This information needs not be given if exclusion of economic operators in this case has been made mandatory under the applicable national law without any possibility of derogation where the economic operator is nevertheless able to perform the contract.

☐ Yes
☐ No

Can buyers access this information free of charge by internet?

☐ Yes
☐ No

State of cessation of activities

Are the business activities of the economic operator suspended? This information needs not be given if exclusion of economic operators in this case has been made mandatory under the applicable national law without any possibility of derogation where the economic operator is nevertheless able to perform the contract.

☐ Yes
☐ No

Can buyers access this information free of charge by internet?

☐ Yes
☐ No

Guilty of a serious professional fault

Is the economic operator guilty of grave professional misconduct? Where applicable, see definitions in national law, the relevant notice or the procurement documents.

☐ Yes
☐ No

Have you taken measures to demonstrate that you are reliable ("self-rehabilitation")?

☐ Yes
☐ No

Agreements with other economic operators with a view to distorting competition

Has the economic operator entered into agreements with other economic operators aimed at distorting competition?

☐ Yes
☐ No

Have you taken measures to demonstrate that you are reliable ("self-rehabilitation")?

☐ Yes
☐ No

Conflict of interest created by its participation in the procurement procedure

Is the economic operator aware of any conflict of interest, as indicated in national law, the relevant notice or the procurement documents due to its participation in the procurement procedure?

☐ Yes
☐ No

Direct or indirect association for the preparation of this market for market

Has the economic operator or an undertaking related to it advised the contracting authority or contracting entity or otherwise been involved in the preparation of the procurement procedure?

☐ Yes
☐ No

Termination, damages or other comparable sanctions

Has the economic operator experienced that a prior public contract, a prior contract with a contracting entity or a prior concession contract was terminated early, or that damages or other comparable sanctions were imposed in connection with that prior contract?

☐ Yes
☐ No

Have you taken measures to demonstrate that you are reliable ("self-rehabilitation")?

☐ Yes
☐ No

Guilty of false declarations, concealment of information, inability to present the required documents and obtaining confidential information on this procedure

Can the economic operator confirm the four exclusion grounds, that it has not been guilty of serious misrepresentation in supplying the information required for the verification of the absence of grounds for exclusion or the fulfilment of the selection criteria, that it has not withheld such

information, it has been able, without delay, to submit the supporting documents required by a contracting authority or contracting entity, and it has not undertaken to unduly influence the decision making process of the contracting authority or contracting entity, to obtain confidential information that may confer upon it undue advantages in the procurement procedure or to negligently provide misleading information that may have a material influence on decisions concerning exclusion, selection or award?

☐ Yes
☐ No

D. Purely national patterns of exclusion

Do the reasons for purely national exclusion specified in the relevant opinion or in market documents apply?

Purely national patterns of exclusion

Other exclusion grounds that may be foreseen in the national legislation of the contracting authority's or contracting entity's Member State. Do the purely national grounds of exclusion, which are specified in the relevant notice or in the procurement documents, apply?

☐ Yes
☐ No

Have you taken measures to demonstrate that you are reliable ("self-rehabilitation")?

☐ Yes
☐ No

Can buyers access this information free of charge by internet?

☐ Yes
☐ No

Part IV : Selection criteria

Global indication for all selection criteria

Regarding the selection criteria, The contracting authority requires the economic operator which he declares that:

I declare that I meet all the selection criteria desired by the buyer

It satisfies all the required selection criteria indicated in the relevant notice or in the procurement documents referred to in the notice.

☐ Yes
☐ No

Part V: reduction in the number of qualified candidates

Does the candidate meet the criteria for restricting the applications set by the buyer?

It meets the objective and non discriminatory criteria or rules to be applied in order to limit the number of candidates in the following way: In case certain certificates or other forms of documentary evidence are required, please indicate for each whether the economic operator has the required documents:

Your answer :

☐ Yes
☐ No

Please detail

If the documents are available online, please indicate the information to access it (web address, authority or issuer organization, precise reference of documents, access codes, etc.

☐ Yes
☐ No

Web address
Coded
Emitting authority or organization

Part VI: Concluding statements

The economic operator formally declares that the information stated under Parts II - V above is accurate and correct and that it has been set out in full awareness of the consequences of serious misrepresentation. The economic operator formally declares to be able, upon request and without delay, to provide the certificates and other forms of documentary evidence referred to, except where:

- a) The contracting authority or contracting entity has the possibility of obtaining the supporting documentation concerned directly by accessing a national database in any Member State that is available free of charge (on condition that the economic operator has provided the necessary information (web address, issuing authority or body, precise reference of the documentation) allowing the contracting authority or contracting entity to do so. Where required, this must be accompanied by the relevant consent to such access), or
- b) As of 18 October 2018 at the latest (depending on the national implementation of the second subparagraph of Article 59(5) of Directive 2014/24/EU), the contracting authority or contracting entity already possesses the documentation concerned. The economic operator formally consents to the contracting authority or contracting entity as set out in Part I, gaining access to documents supporting the information, which has been provided in Part III and Part IV of this European Single Procurement Document for the purposes of the procurement procedure as set out in Part I.

Date, place and, where required or necessary, signature(s):

Date

25/11/2026

Place

-

Signature

Einheitliche Europäische Eigenerklärung (EEE)

Teil I: Angaben zum Vergabeverfahren und zum öffentlichen Auftraggeber oder Sektorenauftraggeber

Beschaffer

Offizielle Bezeichnung:
Administration communale de Mertert
Land:
Luxembourg

Angaben zum Vergabeverfahren

Verfahrensart:
[de] Appel d'offre ouvert
Titel:
Ecole fondamentale et hall sportif à Mertert - LOT 3 : Travaux de gros-oeuvre
Kurzbeschreibung:
Le début des travaux est prévu pour le 12 avril 2027. La durée des travaux est de 220 jours ouvrables.
Aktenzeichen beim öffentlichen Auftraggeber oder Sektorenauftraggeber (falls zutreffend):
2603198

Teil II: Angaben zum Wirtschaftsteilnehmer

A: Angaben zum Wirtschaftsteilnehmer

Name/Bezeichnung:
-
Straße und Hausnummer:
-
Postleitzahl:
-
Stadt:
-
Land:
-
Internetadresse (Web-Adresse) (falls vorhanden):
-
E-Mail-Adresse:

-

Telefonnummer:

-

Kontaktperson(en):

-

Ggf. Umsatzsteuer-Identifikationsnummer:

-

Wurde keine Umsatzsteuer-Identifikationsnummer erteilt, geben Sie bitte eine andere nationale Identifikationsnummer an (falls erforderlich und vorhanden).

-

Handelt es sich bei dem Wirtschaftsteilnehmer um ein Kleinstunternehmen, ein kleines Unternehmen oder ein mittleres Unternehmen?

☐ Oui
☐ Non

Nur falls der Markt reserviert ist: Sind Sie ein geschützter Workshop, ein "soziales Unternehmen" oder planen Sie die Ausführung des Marktes im Rahmen geschützter Jobprogramme?

Ihre Antwort :

☐ Ja
☐ Nein

Wie hoch sind der Prozentsatz der angewandten behinderten oder benachteiligten Arbeitnehmer? Geben Sie an, welche Kategorien betroffene Mitarbeiter angehören (behinderte oder benachteiligte Arbeitnehmer):

Sind Sie in einer offiziellen Liste der zugelassenen Wirtschaftsbetreiber registriert oder sind Sie mit einem gleichwertigen Zertifikat ausgestattet?

Ist der Wirtschaftsbetreiber gegebenenfalls in einer offiziellen Liste der zugelassenen Wirtschaftsbetreiber registriert oder verfügt er über ein äquivalentes Zertifikat (z. B. gemäß einem nationalen Qualifikationssystem (Pre))?

Ihre Antwort :

☐ Ja
☐ Nein

a) Bitte geben Sie den Namen der Liste oder des Zertifikats und die Registrierungs- oder Zertifizierungsnummer an:
b) Dokumente sind online unter der folgenden Adresse verfügbar:
c) Bitte geben Sie die Referenzen an, mit denen Sie in der offiziellen Liste registriert oder die Zertifizierung sowie die Klassifizierung in dieser Liste erhalten werden konnten
d) decken die Registrierung oder Zertifizierung alle erforderlichen Auswahlkriterien ab?

☐ Ja
☐ Nein

e) Können Sie Zertifikate über die Zahlung von Beiträgen sowie Steuern und Steuern der sozialen Sicherheit bereitstellen?

☐ Ja
☐ Nein

Die Dokumente sind online unter der folgenden Adresse verfügbar:

Werden Sie am Gruppenverfahren teilnehmen?

Beteiligt sich der Wirtschaftsbetreiber zusammen mit anderen am Beschaffungsverfahren?

Ihre Antwort :

☐ Ja
☐ Nein

a) Bitte geben Sie Ihre Rolle innerhalb der Gruppe (Agent, verantwortlich für die Ausführung spezifischer Aufgaben usw. an) und die erbrachten Dienste an:
b) Identifizierung von Gruppenmitgliedern
c) gegebenenfalls Name der teilnehmenden Gruppe:

B: Angaben zu Vertretern des Wirtschaftsteilnehmers #1

- Name(n) und Anschrift(en) der Person(en), die zur Vertretung des Wirtschaftsteilnehmers in diesem Vergabeverfahren ermächtigt ist (sind) (falls zutreffend):

Vorname

-

Nachname

-

Geburtsdatum

-

Geburtsort

-

Straße und Hausnummer:

-

Postleitzahl:

-

Stadt:

-

Land:

-

E-Mail-Adresse:

-

Telefonnummer:

-

Position/Beauftragt in seiner (ihrer) Eigenschaft als:

-

Bitte legen Sie erforderlichenfalls ausführliche Informationen zur Vertretung (Form, Umfang, Zweck usw.) vor:

-

C: Angaben zur Inanspruchnahme der Kapazitäten anderer Unternehmen

Informationen über die Verwendung der Kapazitäten anderer Unternehmen

Stützt sich der Wirtschaftsbetreiber auf die Kapazitäten anderer Unternehmen, um die aus Teil IV festgelegten Auswahlkriterien und die Kriterien und Regeln (falls vorhanden) unter Teil V unten festgelegt zu erfüllen?

Ihre Antwort :

☐ Ja
☐ Nein

D: Angaben zu Unterauftragnehmern, deren Kapazitäten der Wirtschaftsteilnehmer nicht in Anspruch nimmt

- (Der Abschnitt ist nur auszufüllen, wenn diese Angaben ausdrücklich von dem öffentlichen Auftraggeber oder dem Sektorenauftraggeber verlangt werden.)

Beabsichtigen Sie, einen Teil des Vertrags an Dritte zu vergeben?

Beabsichtigt der Wirtschaftsbetreiber, einen Anteil des Vertrags an Dritte zu vergeben?

Ihre Antwort :

☐ Ja
☐ Nein

Bitte geben Sie den Namen der Subunternehmer an:

- (Wenn der öffentliche Auftraggeber bzw. die Vergabestelle diese Informationen zusätzlich zu den in Teil I genannten Informationen ausdrücklich anfordert, geben Sie bitte die in den Abschnitten A und B dieses Teils sowie in Teil III geforderten Informationen für jeden der betreffenden Unterauftragnehmer (Kategorien von Unterauftragnehmern) an.)

Teil III: Ausschlussgründe

A. Gründe im Zusammenhang mit strafrechtlichen Verurteilungen

Artikel 57, Absatz 1, der Richtlinie 2014/24/EU definiert die folgenden Ausschlussgründe:

Teilnahme an einer kriminellen Organisation

Hat der Wirtschaftsbetreiber selbst oder eine Person, die Mitglied seines Verwaltungs-, Verwaltungs- oder Aufsichtsbehörde ist oder die Vertretung, Entscheidung oder Kontrolle darin hat, durch eine Verurteilung eine Verurteilung durch eine endgültige Beurteilung der Teilnahme an einer kriminellen Organisation, durch eine verurteilte Verurteilung zu sein, durch eine Verurteilung Vor fünf Jahren oder in der eine Ausschlussfrist direkt in der Verurteilung weiterhin anwendbar ist? Wie in Artikel 2 des Rahmens der Rahmenbeschreibung 2008/841/JHA vom 24. Oktober 2008 zum Kampf gegen das organisierte Verbrechen (OJ L 300, 11.11.2008, S. 42).

☐ Ja
☐ Nein

Haben Sie Maßnahmen ergriffen, um zu demonstrieren, dass Sie zuverlässig sind ("Selbsterminderung")?

☐ Ja
☐ Nein

Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?

☐ Ja
☐ Nein

Korruption

Hat der Wirtschaftsbetreiber selbst oder eine Person, die Mitglied seines Verwaltungs-, Verwaltungs- oder Aufsichtsbehörde ist oder die Vertretung, Entscheidung oder Kontrolle darin hat, durch eine endgültige Beurteilung der Korruption durch eine Verurteilung, die bei den meisten fünf gerendert wurde Vor Jahren oder in dem eine Ausschlussfrist direkt in der Verurteilung festgelegt wird, ist weiterhin anwendbar? Wie in Artikel 3 des Übereinkommens über den Kampf gegen Korruption mit Beamten der europäischen Gemeinden oder Beamten der Mitgliedstaaten der Europäischen Union, OJ C 195, 25.6.1997, p. 1 und in Artikel 2 (1) des Rahmens der Rahmenbeschreibung 2003/568/JHA vom 22. Juli 2003 zur Bekämpfung der Korruption im privaten Sektor (OJ L 192, 31.7.2003, S. 54). Dieses Ausschlussgrund umfasst auch Korruption, wie im Nationalen Recht der Vertragsbehörde (Vertragsunternehmen) oder des Wirtschaftsbetreibers definiert.

☐ Ja
☐ Nein

Haben Sie Maßnahmen ergriffen, um zu demonstrieren, dass Sie zuverlässig sind ("Selbsterminderung")?

☐ Ja
☐ Nein

Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?

☐ Ja
☐ Nein

Der Betrug

Hat der Wirtschaftsbetreiber selbst oder eine Person, die Mitglied seines Verwaltungs-, Verwaltungs- oder Aufsichtsbehörde ist oder die Vertretung, Entscheidung oder Kontrolle darin hat, durch eine endgültige Betrugsbeurteilung durch eine Verurteilung, die bei den meisten fünf gerendert wurde Vor Jahren oder in dem eine Ausschlussfrist direkt in der Verurteilung festgelegt wird, ist weiterhin anwendbar? Im Sinne von Artikel 1 des Übereinkommens über den Schutz der finanziellen Interessen der europäischen Gemeinden (OJ C 316, 27.11.1995, S. 48).

☐ Ja
☐ Nein

Haben Sie Maßnahmen ergriffen, um zu demonstrieren, dass Sie zuverlässig sind ("Selbsterminderung")?

☐ Ja
☐ Nein

Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?

☐ Ja
☐ Nein

Terroristische Straftat oder Straftat im Zusammenhang mit terroristischen Aktivitäten

Hat der Wirtschaftsbetreiber selbst oder eine Person, die Mitglied seines Verwaltungs-, Verwaltungs- oder Aufsichtsbehörde ist oder die Vertretung, Entscheidung oder Kontrolle darin hat, durch endgültige Beurteilung von terroristischen Straftaten oder Straftaten verbunden zu sein, die mit terroristischen Aktivitäten verbunden sind, von Eine Verurteilung, die vor fünf Jahren vorgenommen wurde oder in dem eine direkt in der Verurteilung festgelegte Ausschlussfrist weiterhin anwendbar ist? Wie in den Artikeln 1 und 3 der Rahmenentscheidung des Rates vom 13. Juni 2002 zur Bekämpfung des Terrorismus (OJ L 164, 22.6.2002, S. 3). Dieser Ausschlussgelände umfasst auch Aufsteuerung oder Unterstützung oder Unterstützung oder Versuch, eine Straftat zu begehen, wie in Artikel 4 dieser Rahmenentscheidung erwähnt.

☐ Ja
☐ Nein

Haben Sie Maßnahmen ergriffen, um zu demonstrieren, dass Sie zuverlässig sind ("Selbsterminderung")?

☐ Ja
☐ Nein

Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?

☐ Ja
☐ Nein

Kapitalgeldwäsche oder Finanzierung des Terrorismus

Hat der Wirtschaftsbetreiber selbst oder eine Person, die Mitglied seines Verwaltungs-, Verwaltungs- oder Aufsichtsbehörde ist oder die Vertretung, Entscheidung oder Kontrolle darin hat, durch eine Verurteilung durch eine endgültige Beurteilung der Geldwäsche oder der Terroristenfinanzierung durch eine Verurteilung verurteilt zu werden, durch eine verurteilte Verurteilung Vor fünf Jahren oder in der eine Ausschlussfrist direkt in der Verurteilung weiterhin anwendbar ist? Wie in Artikel 1 der Richtlinie 2005/60/EC des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Oktober 2005 zur Verhinderung der Nutzung des Finanzsystems zum Zwecke der Geldwäsche und der Terrorismusfinanzierung (OJ L 309, 25.11. 2005, S. 15).

☐ Ja
☐ Nein

Haben Sie Maßnahmen ergriffen, um zu demonstrieren, dass Sie zuverlässig sind ("Selbsterminderung")?

☐ Ja
☐ Nein

Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?

☐ Ja
☐ Nein

Kinderarbeit und andere Formen des Menschenhandels

Hat der Wirtschaftsbetreiber selbst oder eine Person, die Mitglied seines Verwaltungs-, Management- oder Aufsichtsbehörde ist oder die Vertretung, Entscheidung oder Kontrolle darin

hat , durch eine Verurteilung, die vor fünf Jahren vorgenommen wurde oder in dem eine Ausschlussfrist direkt in der Verurteilung festgelegt wird, ist weiterhin anwendbar? Wie in Artikel 2 der Richtlinie 2011/66/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. April 2011 über die Verhinderung und Bekämpfung des Menschenhandels und des Schutzes seiner Opfer und zum Ersetzen von Rahmenbeschwerden 2002/629/JHA (OJ L (OJ L) definiert 101, 15.4.2011, S. 1).

☐ Ja
☐ Nein

Haben Sie Maßnahmen ergriffen, um zu demonstrieren, dass Sie zuverlässig sind ("Selbsterminderung")?

☐ Ja
☐ Nein

Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?

☐ Ja
☐ Nein

B. Gründe im Zusammenhang mit der Zahlung von Steuern oder Beiträgen für soziale Sicherheit

Artikel 57, Absatz 2, Die Richtlinie 2014/200/EU definiert die folgenden Ausschlussgründe:

Zahlung von Steuern und Steuern

Hat der Wirtschaftsbetreiber seine Verpflichtungen in Bezug auf die Zahlung von Steuern verletzt, sowohl in dem Land, in dem er gegründet wird als auch im Mitglied der Vertragsbehörde oder des Vertragsbehörde, wenn es anders als das Land der Einrichtung ist?

☐ Ja
☐ Nein

Wurde dieser Verpflichtungsverletzungen auf andere Weise als eine gerichtliche oder administrative Entscheidung festgelegt?

☐ Ja
☐ Nein

Wenn dieser Verstoß durch gerichtliche oder administrative Entscheidung festgelegt wird, wird die Entscheidung endgültig getroffen oder ist es Gegenstand einer vorläufigen Ausführung?

☐ Ja
☐ Nein

Haben Sie Ihre Verpflichtungen erfüllt, indem Sie eine verbindliche Vereinbarung bezahlt oder abgeschlossen haben, um Steuern oder Sozialversicherungsbeiträge zu zahlen, einschließlich gegebenenfalls Zinsen an Geldstrafen?

☐ Ja
☐ Nein

Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?

☐ Ja
☐ Nein

Zahlung von Beiträgen der sozialen Sicherheit

Hat der Wirtschaftsbetreiber seine Verpflichtungen in Bezug auf die Zahlungsbeiträge für soziale Sicherheit in dem Land, in dem er eingerichtet wird, als auch im Mitglied der Vertragsbehörde oder des Vertragsunternehmens verstoßen, falls das Land des Establishments eingetragen ist?

☐ Ja
☐ Nein

Wurde dieser Verpflichtungsverletzungen auf andere Weise als eine gerichtliche oder administrative Entscheidung festgelegt?

☐ Ja
☐ Nein

Wenn dieser Verstoß durch gerichtliche oder administrative Entscheidung festgelegt wird, wird die Entscheidung endgültig getroffen oder ist es Gegenstand einer vorläufigen Ausführung?

☐ Ja
☐ Nein

Haben Sie Ihre Verpflichtungen erfüllt, indem Sie eine verbindliche Vereinbarung bezahlt oder abgeschlossen haben, um Steuern oder Sozialversicherungsbeiträge zu zahlen, einschließlich gegebenenfalls Zinsen an Geldstrafen?

☐ Ja
☐ Nein

Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?

☐ Ja
☐ Nein

C. Gründe im Zusammenhang mit Insolvenz, Interessenkonflikten oder professioneller Schuld

Artikel 57, Absatz 4, Die Richtlinie 2014/200/EU definiert die folgenden Gründe:

Verpflichtungen im Bereich des Umweltgesetzes

Hat der Wirtschaftsbetreiber nach seinem Kenntnisstand seine Verpflichtungen in den Bereichen Umweltgesetz verletzt? Wie für die Zwecke dieser Beschaffung im nationalen Recht, in der entsprechenden Mitteilung oder in den Beschaffungsdokumenten oder in Artikel 18 Absatz 2 der Richtlinie 2014/200/EU erwähnt.

☐ Ja
☐ Nein

Haben Sie Maßnahmen ergriffen, um zu demonstrieren, dass Sie zuverlässig sind ("Selbsterminderung")?

☐ Ja
☐ Nein

Verpflichtungen von Verpflichtungen im Bereich des sozialen Rechts

Hat der Wirtschaftsbetreiber nach seinem Wissen seine Verpflichtungen in den Bereichen Sozialgesetz verletzt? Wie für die Zwecke dieser Beschaffung im nationalen Recht, in der entsprechenden Mitteilung oder in den Beschaffungsdokumenten oder in Artikel 18 Absatz 2 der Richtlinie 2014/200/EU erwähnt.

☐ Ja
☐ Nein

Haben Sie Maßnahmen ergriffen, um zu demonstrieren, dass Sie zuverlässig sind ("Selbsterminderung")?

☐ Ja
☐ Nein

Verpflichtungen im Bereich des Arbeitsrechtes

Hat der Wirtschaftsbetreiber nach seinem Wissen seine Verpflichtungen in den Bereichen Arbeitsrecht verletzt? Wie für die Zwecke dieser Beschaffung im nationalen Recht, in der entsprechenden Mitteilung oder in den Beschaffungsdokumenten oder in Artikel 18 Absatz 2 der Richtlinie 2014/200/EU erwähnt.

☐ Ja
☐ Nein

Haben Sie Maßnahmen ergriffen, um zu demonstrieren, dass Sie zuverlässig sind ("Selbsterminderung")?

☐ Ja
☐ Nein

Konkurs

Ist der Wirtschaftsbetreiber bankrott? Diese Informationen müssen nicht angegeben werden, wenn der Ausschluss von Wirtschaftsbetreibern in diesem Fall nach dem geltenden nationalen Recht obligatorisch gemacht wurde, ohne dass der Wirtschaftsbetreiber dennoch den Vertrag ausführen kann.

☐ Ja
☐ Nein

Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?

☐ Ja
☐ Nein

Insolvenz

Ist der Wirtschaftsbetreiber das Thema Insolvenz oder Abwicklung? Diese Informationen müssen nicht angegeben werden, wenn der Ausschluss von Wirtschaftsbetreibern in diesem Fall nach dem geltenden nationalen Recht obligatorisch gemacht wurde, ohne dass der Wirtschaftsbetreiber dennoch den Vertrag ausführen kann.

☐ Ja
☐ Nein

Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?

☐ Ja
☐ Nein

Vermittlungsverfahren

Ist der Wirtschaftsbetreiber in der Vereinbarung mit Gläubigern? Diese Informationen müssen nicht angegeben werden, wenn der Ausschluss von Wirtschaftsbetreibern in diesem Fall nach dem geltenden nationalen Recht obligatorisch gemacht wurde, ohne dass der Wirtschaftsbetreiber dennoch den Vertrag ausführen kann.

☐ Ja
☐ Nein

Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?

☐ Ja
☐ Nein

Eine Situation ähnlich dem Insolvenz für das nationale Recht

Ist der Wirtschaftsbetreiber in einer analogen Situation wie Insolvenz, die sich aus einem ähnlichen Verfahren gemäß den nationalen Gesetzen und Vorschriften ergibt? Diese Informationen müssen nicht angegeben werden, wenn der Ausschluss von Wirtschaftsbetreibern in diesem Fall nach dem geltenden nationalen Recht obligatorisch gemacht wurde, ohne dass der Wirtschaftsbetreiber dennoch den Vertrag ausführen kann.

☐ Ja
☐ Nein

Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?

☐ Ja
☐ Nein

Waren, die von einem Liquidator verabreicht werden

Werden das Vermögen des Wirtschaftsbetreibers von einem Liquidator oder vom Gericht verwaltet? Diese Informationen müssen nicht angegeben werden, wenn der Ausschluss von Wirtschaftsbetreibern in diesem Fall nach dem geltenden nationalen Recht obligatorisch gemacht wurde, ohne dass der Wirtschaftsbetreiber dennoch den Vertrag ausführen kann.

☐ Ja
☐ Nein

Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?

☐ Ja
☐ Nein

Beendigung der Aktivitäten

Sind die Geschäftsaktivitäten des Wirtschaftsbetreibers suspendiert? Diese Informationen müssen nicht angegeben werden, wenn der Ausschluss von Wirtschaftsbetreibern in diesem Fall nach dem

geltenden nationalen Recht obligatorisch gemacht wurde, ohne dass der Wirtschaftsbetreiber dennoch den Vertrag ausführen kann.

☐ Ja
☐ Nein

Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?

☐ Ja
☐ Nein

Schuldig eines schwerwiegenden professionellen Schuld

Ist der Wirtschaftsbetreiber wegen schwerwiegender Fehlverhaltens schuldig? Siehe gegebenenfalls Definitionen im nationalen Recht, die entsprechende Mitteilung oder die Beschaffungsdokumente.

☐ Ja
☐ Nein

Haben Sie Maßnahmen ergriffen, um zu demonstrieren, dass Sie zuverlässig sind ("Selbsterminderung")?

☐ Ja
☐ Nein

Vereinbarungen mit anderen Wirtschaftsbetreibern, um den Wettbewerb zu verzerren

Hat der Wirtschaftsbetreiber Vereinbarungen mit anderen Wirtschaftsbetreibern geschlossen, die darauf abzielen, den Wettbewerb zu verzerren?

☐ Ja
☐ Nein

Haben Sie Maßnahmen ergriffen, um zu demonstrieren, dass Sie zuverlässig sind ("Selbsterminderung")?

☐ Ja
☐ Nein

Interessenkonflikt, die durch seine Teilnahme am Beschaffungsverfahren geschaffen wurden

Ist dem Wirtschaftsbetreiber ein Interessenkonflikt bekannt, wie im nationalen Recht, der entsprechenden Mitteilung oder der Beschaffungsdokumente aufgrund seiner Teilnahme am Beschaffungsverfahren angegeben?

☐ Ja
☐ Nein

Direkter oder indirekter Verein für die Vorbereitung dieses Marktes für den Markt

Hat der Wirtschaftsbetreiber oder ein damit verbundenes Unternehmen der Vertragsbehörde oder der Vertragsunternehmen oder anderweitig an der Erstellung des Beschaffungsverfahrens beteiligt?

☐ Ja
☐ Nein

Kündigung, Schäden oder andere vergleichbare Sanktionen

Hat der Wirtschaftsbetreiber erlebt, dass ein früherer öffentlicher Vertrag, ein früherer Vertrag mit einem Vertragsunternehmen oder ein früherer Konzessionsvertrag frühzeitig beendet wurde oder dass im Zusammenhang mit diesem vorherigen Vertrag Schadenersatz oder andere vergleichbare Sanktionen verhängt wurden?

☐ Ja
☐ Nein

Haben Sie Maßnahmen ergriffen, um zu demonstrieren, dass Sie zuverlässig sind ("Selbsterminderung")?

☐ Ja
☐ Nein

Schuld an falschen Erklärungen, Verschleierung von Informationen, Unfähigkeit, die erforderlichen Dokumente vorzustellen und vertrauliche Informationen zu diesem Verfahren zu erhalten

Kann der Wirtschaftsbetreiber die vier Ausschlussgründe bestätigen, dass er sich einer schwerwiegenden falschen Darstellung bei der Lieferung der für die Überprüfung des Fehlens von Gründen für den Ausschluss oder die Erfüllung der Auswahlkriterien erforderlichen Informationen nicht schuldig gemacht hat, dass er solche Informationen nicht zurückgehalten hat, Es war in der Lage, die von einer Vertragsbehörde oder eines Vertragsunternehmen geforderten unterstützenden Dokumente unverzüglich einzureichen, und es hat sich nicht verpflichtet, das Entscheidungsprozess der Vertragsbehörde oder des Vertragsunternehmens übermäßig zu beeinflussen, um vertrauliche Informationen zu erhalten, die auf sichern können Es hat unangemessene Vorteile des Beschaffungsverfahrens oder liefert fahrlässig irreführende Informationen, die einen wesentlichen Einfluss auf Entscheidungen über Ausschluss, Auswahl oder Auszeichnung haben können?

☐ Ja
☐ Nein

D. rein nationale Ausschlussmuster

Gilten die Gründe für rein nationale Ausschlüsse, die in der entsprechenden Stellungnahme oder in Marktdokumenten festgelegt sind?

Rein nationale Ausgrenzungsmuster

Andere Ausschlussgründe, die in der nationalen Rechtsvorschriften der Mitgliedstaat der Vertragsbehörde oder der Vertragsunternehmen vorausgesehen werden können. Gilten die rein nationalen Ausschlussgründe, die in der entsprechenden Mitteilung oder in den Beschaffungsdokumenten angegeben sind?

☐ Ja
☐ Nein

Haben Sie Maßnahmen ergriffen, um zu demonstrieren, dass Sie zuverlässig sind ("Selbsterminderung")?
☐ Ja
☐ Nein

Können Käufer diese Informationen kostenlos per Internet zugreifen?
☐ Ja
☐ Nein

Teil IV: Eignungskriterien

Globale Indikation für alle Auswahlkriterien

In Bezug auf die Auswahlkriterien,, Die Vertragsbehörde verlangt von dem Wirtschaftsbetreiber, den er erklärt:

Ich erkläre, dass ich alle vom Käufer gewünschten Auswahlkriterien ermee

Es erfüllt alle erforderlichen Auswahlkriterien, die in der entsprechenden Mitteilung oder in den in der Mitteilung genannten Beschaffungsdokumenten angegeben sind.
☐ Ja
☐ Nein

Teil V: Reduzierung der Anzahl der qualifizierten Kandidaten

Erfüllt der Kandidat die Kriterien für die Einschränkung der vom Käufer festgelegten Anwendungen?
Es erfüllt die objektiven und nicht diskriminierenden Kriterien oder Regeln, die angewendet werden sollen, um die Anzahl der Kandidaten auf folgende Weise einzuschränken Unterlagen:

Ihre Antwort :
☐ Ja
☐ Nein

Bitte Detail
Wenn die Dokumente online verfügbar sind, geben Sie bitte die Informationen an, um darauf zugreifen zu können (Webadresse, Autorität oder Emittentenorganisation, genaue Referenz von Dokumenten, Zugriffscodes usw.
☐ Ja
☐ Nein

Webadresse
Codiert

Ausgabe Autorität oder Organisation

Teil VI: Abschlusserklärungen

Die Wirtschaftsteilnehmer erklären förmlich, dass die von ihnen in den Teilen II bis V angegebenen Informationen genau und korrekt sind und sie sich der Konsequenzen einer schwerwiegenden Täuschung bewusst sind. Die Wirtschaftsteilnehmer erklären förmlich, dass sie in der Lage sind, auf Anfrage unverzüglich die Bescheinigungen und anderen genannten dokumentarischen Nachweise beizubringen, außer:

- a) wenn der öffentliche Auftraggeber oder Sektorenauftraggeber über die Möglichkeit verfügt, die betreffenden zusätzlichen Unterlagen direkt über eine gebührenfreie nationale Datenbank in einem Mitgliedstaat abzurufen (vorausgesetzt, dass der Wirtschaftsteilnehmer die erforderlichen Angaben (Web- Adresse, bescheinigende Stelle, genaue Angabe der Dokumente) gemacht hat, die es dem öffentlichen Auftraggeber oder Sektorenauftraggeber ermöglicht, dies zu tun; ggf. ist hierfür eine Zugangsgenehmigung zu erteilen), oder
- b) wenn ab spätestens 18. Oktober 2018 (in Abhängigkeit von der nationalen Umsetzung des Artikels 59 Absatz 5 Unterabsatz 2 der Richtlinie 2014/24/EU) der öffentliche Auftraggeber oder Sektorenauftraggeber bereits im Besitz der betreffenden Unterlagen ist. Der Wirtschaftsteilnehmer stimmt förmlich zu, dass der öffentliche Auftraggeber oder Sektorenauftraggeber im Sinne des Teils I Zugang zu den Unterlagen erhält, mit denen die Informationen belegt werden, die die Unterzeichneten in Teil III und Teil IV dieser Einheitlichen Europäischen Eigenerklärung für die Zwecke des Vergabeverfahrens im Sinne des Teils I vorgelegt haben.

Datum, Ort und – soweit verlangt oder notwendig – Unterschrift(en):

Datum

25/11/2026

Ort

-

Unterschrift